

Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LIMOGES

R E C E P I S S E D E D E P O T

66 BOULEVARD GAMBETTA
87031 LIMOGES CEDEX
TEL : 55.34.51.46 (SERVICE R.C.S.)
TEL MINITEL : 36.29.22.22 TEL MINITEL : 36.29.11.11

CABINET AMIGUES

2 RUE BROUSSEAUD

87000 LIMOGES

V/REF :
N/REF : 84 B 203 / A-90

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIMOGES CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 12/01/96, SOUS LE NUMERO A-90,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 02/10/95
STATUTS MIS A JOUR

REDUCTION DU CAPITAL
AUGMENTATION DU CAPITAL

... CONCERNANT LA SOCIETE
A 3 D DESIGN
SOCIETE ANONYME
LES TAUBAYES
87220 FEYTIAT

R.C.S LIMOGES B 330 441 197 (84 B 203)

LE GREFFIER



**ATELIER DE RECHERCHE DE CONCEPTION ET DE STYLE
ARCS**

Société Anonyme au capital de 300 000 F

Siège social : « Les Taubayes »

87220 FEYTIAT

R.C.S. LIMOGES B 330 441 197

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 2 OCTOBRE 1995**

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUINZE,

Le 2 octobre à 11 heures,

I.

Les actionnaires de la Société ATELIER DE RECHERCHE DE CONCEPTION ET DE STYLE « ARCS », se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social sur convocation adressée à tous les actionnaires par lettre recommandée.

Les membres de l'Assemblée ont émargé la feuille de présence en entrant en séance, tant en leur nom qu'en qualité de mandataire.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick PEYRAMAURE, Président du Conseil d'Administration.

- Monsieur Michel LACREUSE

et

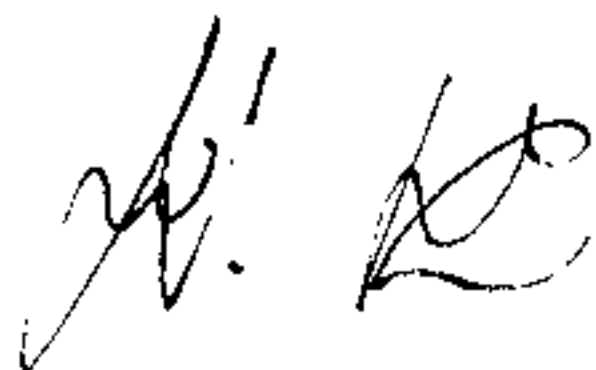
- Monsieur Jean Robert LACREUSE

titulaires ou représentants du plus grand nombre d'actions acceptant ces fonctions, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Philippe AMIGUES est désigné comme secrétaire.

La feuille de présence est vérifiée et certifiée exacte par le bureau qui constate que les actionnaires présents ou représentés possèdent 3 000 actions sur les 3000 formant le capital social et ayant le droit de vote.

L'Assemblée représentant plus de la moitié du capital social est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.



Monsieur C ALAND _____ représentant la Société FIDULOR,
commissaire aux comptes, régulièrement convoqué, n'assiste pas à la réunion.

II.

Le Président dépose sur le bureau et présente à l'assemblée :

- les statuts de la société,
- la feuille de présence,
- le rapport du Conseil d'Administration,
- le rapport du Commissaire aux Comptes,
- le projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée,
- la copie de la lettre de convocation adressée aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes.

Le Président déclare que tous les documents devant, d'après la législation, être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la société a satisfait, dans les délais légaux, aux demandes d'envoi de documents dont elle a été saisie.

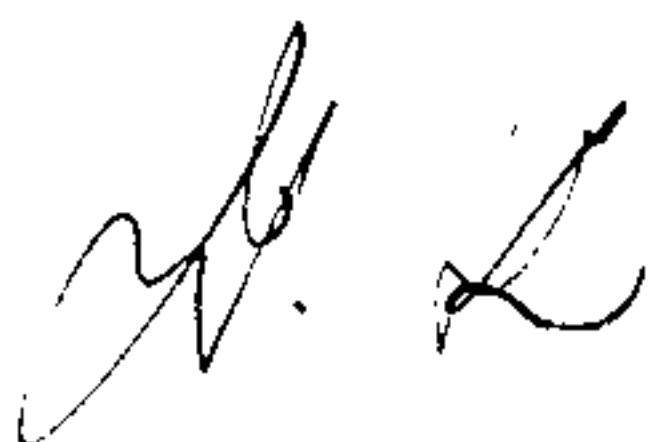
L'assemblée lui donne acte de sa déclaration.

III.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- *réduction du capital par rachat d'actions en vue de les annuler et modification corrélative des statuts,*
- *augmentation du capital social par incorporation de réserves,*
- *changement de dénomination sociale,*
- *pouvoirs pour les formalités de dépôt et de publicité.*

Monsieur le Président présente au Conseil les différents points à l'ordre du jour et après échange de vues, met aux voix les résolutions suivantes :



PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, décide, sous la condition suspensive de l'absence d'opposition pendant le délai et dans les conditions prévues aux articles L.216 de la loi du 24 juillet 1966 et 181 du décret du 23 mars 1967, que le capital social, actuellement fixé à 300 000 F sera réduit à 150 000 F par voie de rachat par la Société de 1 500 de ses propres actions, moyennant un prix de 650 F par action, soit un prix global de 975 000 F qui sera acquitté moyennant attribution aux actionnaires qui solliciteront le rachat de leurs actions, à titre de paiement de l'ensemble des éléments d'actif immobilisé et d'actif circulant composant la branche d'activité de la Société consistant dans le désign, la conception et la réalisation de prototypes et de concepts dans les domaines de la P.L.V., des aménagements en mélaminé de véhicules et de stations-services, des panneaux de communication des cabines téléphoniques et des produits d'ameublement, à charge du passif afférent à ladite branche, le tout sur la base de la situation comptable arrêtée au 30 juin 1995 et avec jouissance au 1er juillet 1995.

La différence entre le prix global de rachat et la valeur nominale des titres rachetés sera imputée sur les comptes distribuables de capitaux propres de la Société.

Tous les droits attachés aux actions rachetées s'éteindront au jour même de leur rachat ; le droit aux bénéfices de l'exercice en cours s'éteindront au 30 juin 1995.

Le rachat et l'annulation des titres seront constatés par une décision du Conseil d'Administration.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

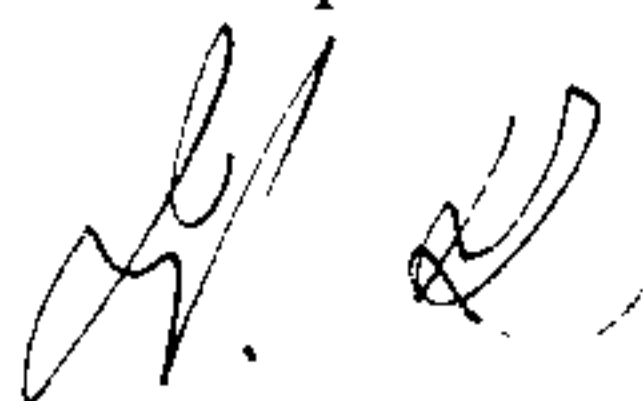
L'Assemblée Générale DECIDE que les actionnaires disposeront d'un délai de trente jours, à compter de la date de l'avis adressé à chaque actionnaire, pour transmettre leur demande de rachat au Conseil d'Administration.

Si les demandes de rachat portent sur un nombre d'actions supérieur à 1 500, le Conseil d'administration procédera à une réduction des demandes, conformément à la loi.

Si, par contre, les actions présentées au rachat n'atteignent pas le nombre d'actions à racheter, le capital sera réduit à concurrence des actions rachetées.

Toutefois, le Conseil d'Administration pourra décider de renouveler l'opération jusqu'à complet rachat du nombre d'actions initialement fixé, à condition d'y procéder dans un délai supplémentaire de 12 mois.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration,

DECIDE, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la réduction du capital prévue dans la première résolution, d'augmenter le capital social fixé après réduction à 150 000 F, d'une somme de 150 000 F, à prélever sur la réserve facultative, pour le porter à 300 000 F, par élévation du montant nominal des 1 500 actions subsistantes après réduction, de 100 F à 200 F.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale DECIDE que, par le seul fait de la constatation par le Conseil d'Administration du rachat et de l'annulation des 1 500 actions, ainsi que de la réduction et de l'augmentation de capital qui en seront la suite, les articles 6 et 7 des statuts seront modifiés en conséquence, comme suit :

ARTICLE 6 - APPORTS

§ 1 et 2 - inchangés

§ 3 - *En outre, aux termes d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 2 octobre 1995, le capital social a été, après réduction de 300.000.F à 150 000 F, porté de 150 000 F à 300 000 F, par incorporation d'une somme de 150 000 F prélevée sur la réserve facultative, et élévation de la valeur nominale des 1 500 actions subsistantes après réduction de 100 F à 200 F.*

ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT MILLE FRANCS (300.000.F.) et divisé en MILLE CINQ CENTS (1 500) actions de DEUX CENTS FRANCS (200 F) chacune, entièrement libérées.

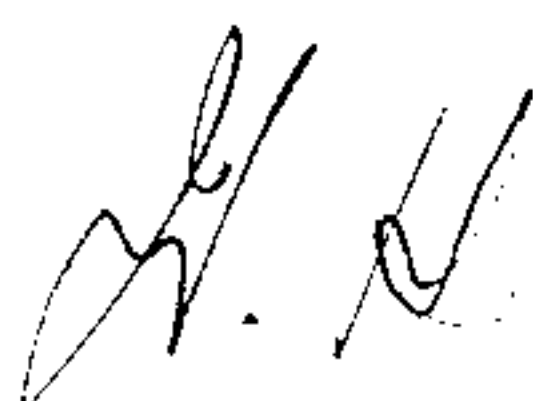
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'adopter, à compter de ce jour, la dénomination suivante :

A 3 D DESIGN

et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts qui sera ainsi rédigé :



ARTICLE 2 - DENOMINATION

La Société est dénommée A 3 D DESIGN.

La suite de l'article sans changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale confère tous pouvoirs :

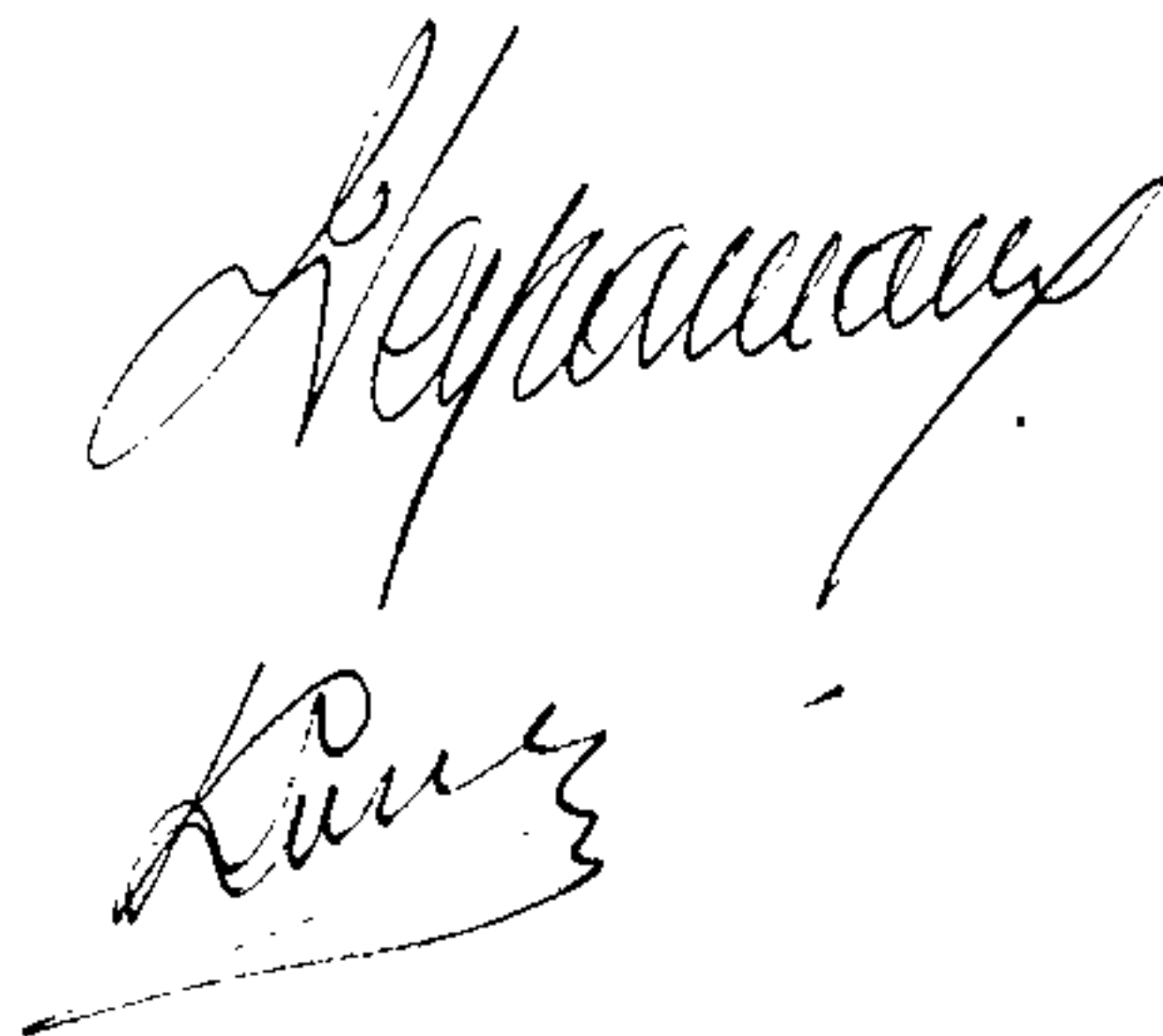
- au Conseil d'administration, à l'effet de constater le caractère définitif des décisions ayant fait l'objet des présentes résolutions, de mener les opérations à bonne fin, de fixer les dates de rachat et de paiement du prix,

- au porteur de copies ou d'extraits du procès-verbal constatant ses délibérations, à l'effet d'accomplir les formalités de dépôt au greffe du tribunal de Commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre' du jour, la séance a été levée à 12 heures 15,

et de tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par les membres du bureau.



LES SOUSSIGNES :

- Monsieur **Patrick PEYRAMAURE**

Administrateur de société

Demeurant à LIMOGES (87000), 6, rue Brousseau

- Monsieur **Michel LACREUSE**

Administrateur de société

Demeurant à *Limoges... 87000, 26, Allée Jules Roumain*

- Monsieur **Jean-Robert PEYRAMAURE**

Demeurant à FEYTIAT (87220), Les Taillis de Chazeaud

- Monsieur **Robert LACREUSE**

Demeurant à BELFORT (90000), 16, rue des Acacias

Agissant en qualité de seul membre composant le Conseil d'Administration de la société **A 3 D DESIGN**, Société Anonyme au capital de 300 000 F, en cours de réduction/augmentation de capital pour être fixé à nouveau à 300 000 F, dont le siège social est à FEYTIAT, Les Taubayes, R.C.S. LIMOGES B 330 441 197,

Monsieur Patrick PEYRAMAURE, en outre, en qualité de Président Directeur Général de ladite société,

- D'UNE PART -

- La société **C.D.P.**

Société anonyme au capital de 975 780 F

Dont le siège social est à FEYTIAT (87220) Boisseuil, Zone Artisanale de la Plaine

R.C.S. LIMOGES B 402 330 997

représentée par son Président Directeur Général Monsieur Michel LACREUSE, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes,

ladite société agissant en qualité d'actionnaire de la société **A 3D DESIGN** ci-dessus désignée, et comme seule bénéficiaire de l'offre de rachat par la société **A 3D DESIGN** de 1 500 de ses propres actions, du fait du non exercice par les autres actionnaires de l'option qui leur était offerte,

- D'AUTRE PART -





ont exposé ce qui suit, préalablement aux déclarations faisant l'objet des présentes :

EXPOSE

1 - Par délibération en date du 2 octobre 1995, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société **A 3D DESIGN** (anciennement dénommée **ATELIER DE RECHERCHE DE CONCEPTION ET DE STYLE**) a décidé :

a) - de procéder à une réduction de son capital social de 150 000 F pour le ramener, de son montant actuel, soit 300 000 F, à la somme de 150 000 F, par voie de rachat par la société **A 3D DESIGN** de 1 500 de ses propres actions de 100 F de valeur nominale chacune au prix unitaire de 650 F par action, soit un prix global de rachat fixé à 975 000 F, moyennant attribution aux actionnaires qui solliciteraient le rachat, à titre de paiement de l'ensemble des éléments d'actif immobilisé et d'actif circulant, composant la branche d'activité de la société consistant dans le design, la conception et la réalisation de prototypes et de concepts dans les domaines de la P.L.V., des aménagements en mélaminé de véhicules et de stations services, des panneaux de communication des cabines téléphoniques et des produits d'ameublement, à charge du passif afférent à ladite branche, le tout sur la base de la situation comptable arrêtée au 30 juin 1995 et avec jouissance du 1er juillet 1995,

la différence entre le prix global de rachat et la valeur nominale des titres rachetés étant imputée sur les comptes distribuables de capitaux propres de la société.

La décision de réduction du capital social sus-relatée, a été prise sous la condition suspensive de l'absence d'opposition pendant le délai et dans les conditions prévues aux articles L 216 de la loi du 24 juillet 1966 et 181 du décret du 23 mars 1967 ;

b) - d'augmenter sous la condition suspensive de réalisation définitive de la réduction de capital sus-relatée, le capital social fixé après réduction à la somme de 150 000 F, d'une somme de 150 000 F à prélever sur la réserve facultative, pour le porter à 300 000 F, par élévation du montant nominal des 1 500 actions subsistant après réduction de 100 F à 200 F.

L'assemblée générale extraordinaire a enfin conféré tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de constater le caractère définitif des décisions prises et des modifications statutaires en résultat.

2 - Le procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société **A 3D DESIGN** a été déposé en double exemplaire au Greffe du Tribunal de Commerce de LIMOGES, le 5 octobre 1995 sous le n° A-1868. Aucune opposition n'a été présentée par les créanciers sociaux dans le délai de 30 jours fixé, à l'article 180 L du décret n° 67236 du 23 mars 1967.

1708

3 - Suivant lettres en date du 3 octobre 1995, la société A 3D DESIGN a avisé chaque actionnaire, qu'il disposait d'un délai expirant le 4 novembre 1995 pour offrir les actions lui appartenant, au rachat.

4 - A l'expiration du délai ci-dessus fixé, soit le 4 novembre 1995, seule la société C.D.P., propriétaire de 1 500 actions a proposé ses titres au rachat.

Ceci exposé, les soussignés de première part, agissant ainsi qu'il a été indiqué, en tête des présentes ont déclaré ce qui suit :

a) - Le nombre total d'actions offertes, soit 1 500, étant égal au nombre d'actions dont l'assemblée générale extraordinaire a décidé le rachat, il peut être donné satisfaction à l'offre présentée par la société C.D.P. Lors de leur rachat, les actions en faisant l'objet, seront annulées. Cette annulation sera matérialisée sur le compte nominatif pur de la société C.D.P., conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

b) - En conséquence, et par l'effet de la réalisation de la condition suspensive stipulée, la réduction et l'augmentation du capital, décidées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie le 2 octobre 1995, se trouvent définitivement réalisées, ainsi que les modifications statutaires en résultant.

Le capital social se trouve désormais fixé à la somme de 300 000 F et divisé en 150 actions de 200 F chacune, entièrement libérées.

c) - Le prix de rachat des 1 500 actions offertes par la société C.D.P. est acquitté au moyen de l'attribution à ladite société, à titre de partage partiel de l'actif de la société A 3D DESIGN, ce qui est accepté par Monsieur Michel LACREUSE, pris en sa qualité de Président Directeur Général de la société C.D.P., de l'ensemble des éléments d'actif immobilisé et d'actif circulant (dont détail annexé) composant la branche d'activité de la société A 3D DESIGN, consistant dans le design, la conception et la réalisation de prototypes et de concepts dans les domaines de la P.L.V., des aménagements en mélaminé de véhicules et de stations services, des panneaux de communication des cabines téléphoniques et des produits d'ameublement à charge du passif afférent à ladite branche (dont détail annexé), le tout sur la base de la situation comptable de la société A 3D DESIGN arrêtée au 30 juin 1995 et d'une valeur nette de 975 000 F.

PROPRIETE - JOUISSANCE

La société C.D.P. sera propriétaire des éléments à elle attribués, à compter de ce jour, et elle en aura la jouissance à compter du 1er juillet 1995.



En conséquence, toutes les opérations actives et passives dont les biens attribués, auraient pu faire l'objet entre le 1er juillet 1995 et la date de réalisation définitive du partage, seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte exclusif de la société C.D.P..

CHARGES ET CONDITIONS

Comme stipulé, ci-dessus, l'attribution à la société C.D.P. est faite à charge, par cette dernière de payer en l'acquit de la société A 3D DESIGN des dettes de cette société représentant un total de 413 377,14 F.

Ces dettes qui ne représentent qu'une partie du passif de la société A 3D DESIGN, seront supportées sans solidarité avec celle-ci par la société C.D.P., laquelle sera débitrice de ces dettes aux lieu et place de la société A 3D DESIGN, sans que cette substitution entraîne novation à l'égard des créanciers.

L'attribution au profit de la société C.D.P. est en outre faite sous les charges et conditions suivantes :

1 - La société C.D.P. prendra les biens apportés dans l'état où ils se trouvent à ce jour, sans pouvoir élever aucune réclamation ni demander aucune indemnité, pour quelque cause que ce soit, et notamment pour usure ou mauvais état du matériel et de l'outillage, des objets mobiliers ou insolvabilité des débiteurs.

2 - Elle supportera et acquittera, à compter du jour de la prise de jouissance, tous les impôts, taxes, contributions et toutes les charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens attribués et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation du fonds de commerce attribué, le tout de manière que la société A 3D DESIGN ne puisse être inquiétée à ce sujet.

3 - Elle continuera jusqu'à leur expiration, sans recours contre la société A 3D DESIGN, toutes les polices d'assurance contre l'incendie, les accidents et autres risques, ainsi que tous les contrats pour la fourniture de l'eau, du gaz, de l'électricité, pouvant exister, dont les primes, le coût et les redevances seront à sa charge, y compris les frais des avenants à accomplir, à moins qu'elle ne préfère résilier ou modifier lesdits contrats et polices, à ses frais, risques et périls.

4 - Elle exécutera tous traités, marchés et conventions pouvant exister relativement à l'exploitation de la branche du fonds de commerce attribuée.

5 - Elle reprendra tous les engagements envers le personnel attaché à l'exploitation de la branche du fonds de commerce, attribuée, savoir Messieurs Gilbert LOUSTAU et Luc MELAMOULINI, paiera leurs appointements, salaires et indemnités quelconques, de même que toutes sommes ou allocations pouvant leur être dues, ainsi qu'au personnel retraité.

HP 07/12/89



6 - Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant l'exploitation de la branche de fonds de commerce attribuée, et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses frais, risques et périls.

7 - Elle remplira à ses frais toutes les formalités requises, le cas échéant, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens attribués, de telle sorte que la société **A 3D DESIGN** ne puisse jamais être inquiétée à ce sujet ; elle en justifiera auprès de ladite société.

8 - Elle sera subrogée, à ses risques et périls, dans tous les droits et obligations résultant des engagements souscrits par la société **A 3D DESIGN** pour l'exploitation de la branche de fonds attribuée, sans recours contre ladite société.

DECLARATIONS

1 - Monsieur Patrick PEYRAMAURE, ès qualités, fait les déclarations suivantes :

a) - La société **A 3D DESIGN** est une société anonyme, dont le siège social est fixé à FEYTIAT (87220) Les Taubayes, et elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LIMOGES sous le numéro B 330 441 197.

b) - Elle est propriétaire de la branche de fonds de commerce apportée, pour l'avoir créé lors de sa constitution, sous la forme de société à responsabilité limitée, suivant acte sous seing privé en date à FEYTIAT du 28 juillet 1984.

c) - Elle n'a jamais été en état de faillite, de liquidation de biens ou de règlement ou de redressement judiciaire ou de cessation des paiements.

d) - Le fonds de commerce dont dépend la branche apportée n'est grevé d'aucune inscription de privilège, de nantissement ou autre.

e) - Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours de chacune des trois dernières années d'exploitation, dans la branche de fonds de commerce attribué, s'est élevé :

à 4. 374. 937 Francs pour l'exercice 1992

à 2. 935. 087 Francs pour l'exercice 1993

à 2. 669. 744 Francs pour l'exercice 1994

HP 17 0243



f) - La branche de fonds de commerce attribuée, dépendant de l'ensemble du fonds de commerce exploité par la société A 3D DESIGN, cette dernière n'est pas en mesure de fournir une estimation précise du résultat de ladite branche pour les trois dernières années d'exploitation ; Monsieur Michel LACREUSE, pris en sa qualité de Président Directeur Général de la société C.D.P., donne acte à la société A 3D DESIGN de cette déclaration et la dispense expressément de lui fournir toute décision à cet égard.

2 - Monsieur Michel LACREUSE, ès qualités, déclare que la société attributaire est une société anonyme, ayant pour dénomination C.D.P., dont le siège est fixé à FEYTIAT (87220) Boisseuil, Zone Artisanale de la Plaine, et qu'elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LIMOGES sous le numéro B 402 330 997.

AFFIRMATIONS LEGALES

Les soussignés affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent partage partiel d'actif a eu lieu sans soulte, il reconnaissent avoir été informés des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

POUVOIRS

Les soussignés confèrent tous pouvoirs à Monsieur Patrick PEYRAMAURE, à l'effet d'effectuer toutes formalités de dépôt et de publicité consécutives au présent acte, et au porteur de copies des présentes à l'effet d'effectuer toutes autres formalités utiles.

Fait à FEYTIAT
L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUINZE
et le 21 novembre
en TROIS exemplaires originaux

W ET APPROUVÉ

Lu et approuvé

Lu et approuvé

Enregistré à LIMOGES - EST

le 14 DEC. 1995

Vol. 37 F. 62 Bord 222/3

Reçu mille sept cent cinquante francs
19. sur 975 000 F = 9.750 F

P. le Receveur divisionnaire

Le Fondé de pouvoirs

M.L. CASTELLANI



Annexe

**DETAIL DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF
ATTRIBUES A LA SOCIETE C.D.P.**

DESIGNATIONS	
Immobilisations	
Incorporelles	25 779,58
Matériels	20 297,77
Agencements	1 131,18
Mat. bureau informatique	12 477,90
Stocks	218 447,00
Clients	
Clients	414 693,36
Clients douteux	114 027,64
Dépréciation clients douteux	- 96 144,72
Disponibilités	677 667,43
TOTAL ACTIF	1 388 377,14
à déduire	
Dettes fournisseurs	202 844,22
Dettes fiscales et sociales	39 148,00
TVA clients douteux	17 882,92
Autres dettes	153 502,00
TOTAL DETTES	413 377,14
ATTRIBUE	975 000,00

A 3 D DESIGN

Société Anonyme au capital de 300 000 F

Siège social : « Les Taubayes » - 87220 FEYTIAT

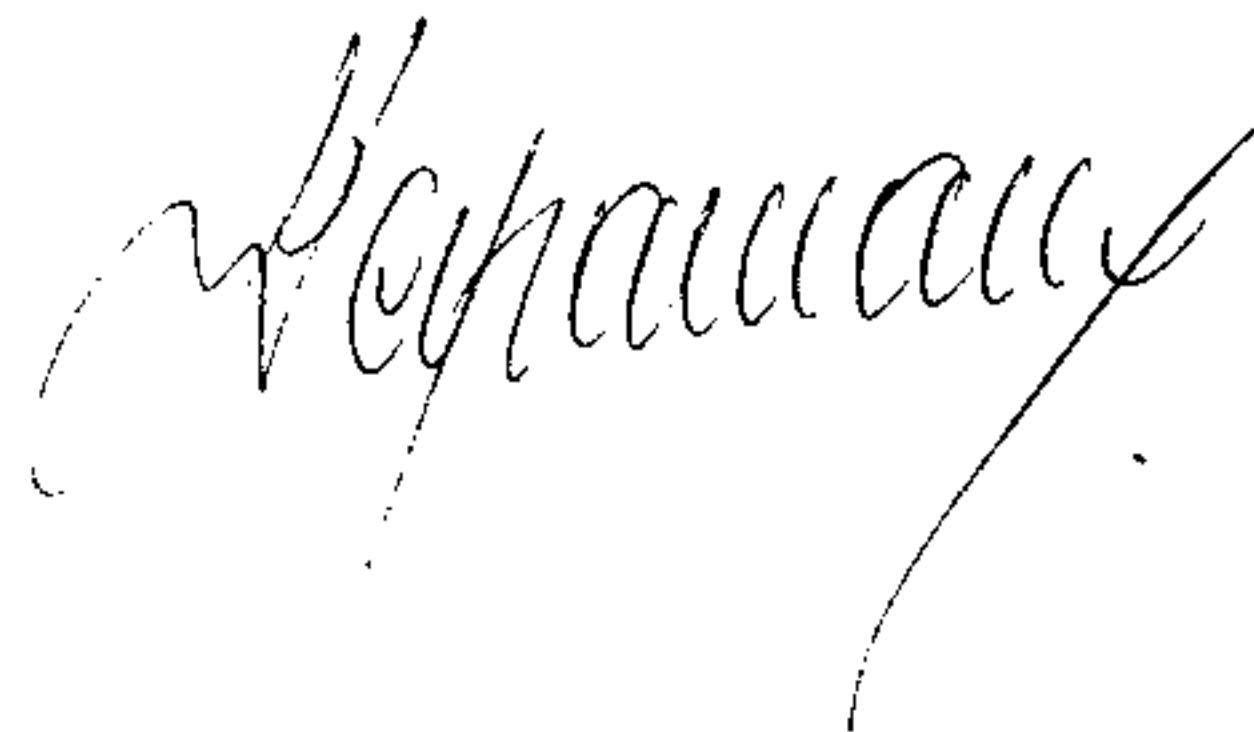
R.C.S. LIMOGES B 330 441 197

—

STATUTS

. mis à jour suite à l'assemblée générale extraordinaire
du 2 octobre 1995

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. H. H. H.', is written over the stamp.

ARTICLE 1er - FORME

La société dite "ATELIER DE RECHERCHE DE CONCEPTION ET DE STYLE - A. R. C. S." a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant acte sous seing-privé en date à FEYTIAT (haute-Vienne) du 28 juillet 1984, enregistré à LIMOGES EST le 1er août 1984, volume 2 A, folio 82, bordereau 132/1.

Elle a été transformée en société anonyme suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 10 décembre 1991.

La société existe entre les propriétaires des actions attribuées en remplacement de leurs parts sociales et de toutes celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les dispositions actuellement en vigueur de la loi du 24 juillet 1966 et du décret du 23 mars 1967, par les textes légaux et réglementaires qui les modifieront et les compléteront, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La Société est dénommée A 3 D DESIGN

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet en France et dans tous pays :

- toutes les opérations se rapportant à l'activité d'un bureau d'étude technique et de design industriel, à la création de modèles, à la réalisation de prototypes et de maquettes et à leur fabrication
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités spécifiées ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social et toutes opérations contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège de la société est fixé à FEYTIAT (Haute-Vienne) - Lieudit "Les Taubayes".

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 50 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit du 21 août 1984, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

- Lors de la constitution de la société, il a été apporté une somme en espèces de CINQUANTE MILLE francs, ci 50 000 F
déposée à un compte ouvert au nom de la société, au CREDIT AGRICOLE,
Agence de Babylone

- Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 10 décembre 1991, le capital social a été augmenté :

- de 249 600 francs par prélèvement d'égal montant sur le compte réserve ordinaire, ci 249 600 F

- de 400 francs par souscription de QUATRE parts de 100 francs libérées en espèces, ci 400 F

Total égal au montant du capital social 300 000 F

En outre, aux termes d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 2 octobre 1995, le capital social a été, après réduction de 300 000 F à 150 000 F, porté de 150 000 F à 300 000 F, par incorporation d'une somme de 150 000 F prélevée sur la réserve facultative, et élévation de la valeur nominale des 1 500 actions subsistantes après réduction de 100 F à 200 F.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT MILLE FRANCS (300 000 F) et divisé en MILLE CINQ CENTS (1 500) actions de DEUX CENTS FRANCS (200 F) chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté suivant décision ou autorisation de l'assemblée générale extraordinaire par tous les moyens et procédures prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En représentation des augmentations du capital, il peut être créé des actions de priorité jouissant d'avantages par rapport à toutes autres actions, sous réserve des dispositions légales réglementant le droit de vote.

En cas d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'assemblée générale extraordinaire statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus".

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propiétaire d'actions s'exercent conformément aux dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

La réduction du capital, pour quelque cause que ce soit, est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire. Elle s'opère, soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre des titres, auquel cas les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS - SANCTIONS

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition légale particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans décompté conformément à la loi, sur appels du conseil d'administration aux époques et conditions qu'il fixe. Les appels de fonds sont toujours portés à la connaissance des actionnaires un mois avant la date fixée pour chaque versement, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par un avis inséré dans un journal départemental d'annonces légales du siège social.

Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet. Les actionnaires ont à toute époque la faculté de se libérer par anticipation, mais ils ne peuvent prétendre, à raison des versements par eux faits avant la date fixée pour les appels de fonds, à aucun intérêt ou premier dividende. Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant desdites actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés. A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le conseil d'administration, les sommes exigibles sont, dès lors, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La société dispose, contre l'actionnaire défaillant, des moyens de poursuites prévus par la loi et les règlements.

ARTICLE 12 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

ARTICLE 13 - TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

En cas de succession ou de liquidation de communauté de biens entre époux les mutations d'actions s'effectuent librement. Il en est de même des transmissions d'actions résultant de la fusion, de la scission ou de la dissolution après réunion en une seule main de toutes les parts d'une personne morale actionnaire. La transmission d'actions, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, est également libre entre actionnaires ou au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant de l'actionnaire titulaire des actions à transmettre. Toutes autres transmissions, volontaires ou forcées, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, pour devenir définitives, être autorisées par le conseil d'administration.

La demande d'agrément, qui doit être notifiée à la société, indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux. Le conseil doit notifier son agrément ou son refus avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. Le conseil n'est jamais tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus. Si l'agrément est donné, la cession est régularisée dans les conditions prévues et sur les justifications requises par les dispositions en vigueur. Si l'agrément est refusé, le conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les actions par une ou plusieurs personnes, actionnaires ou non, choisies par lui. Il doit notifier au cédant le nom des personnes désignées par lui, l'accord de ces dernières et le prix proposé. L'achat n'est réalisé, avant expiration du délai ci-dessus, que s'il y a accord sur le prix.

A défaut d'accord constaté par échange de lettres ou par tout autre moyen dans les quinze jours de la notification du refus d'agrément, le prix est déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des cours et tribunaux soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de cette expertise sont supportés, par moitié par le cédant et par la société. Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant pour obtenir cette expertise quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession. Si le prix fixé par l'expert est, à l'expiration du délai de trois mois, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les actions qui en faisaient l'objet. Avec le consentement du cédant et son accord sur le prix, le conseil peut également, dans le même délai de trois mois à compter de la notification de son refus d'agrément, faire acheter les actions par la société elle-même si la réduction nécessaire du capital pour l'annulation desdites actions est autorisée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné et la cession est régularisée au profit du cessionnaire présenté dans la demande d'agrément. Toutefois, ce délai peut être prolongé, une ou plusieurs fois, à la demande de la société, par ordonnance non susceptible de recours du président du tribunal de commerce statuant en référé, l'actionnaire cédant et le ou les cessionnaires dûment appelés.

En cas d'augmentation du capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation du conseil d'administration suivant les distinctions faites pour la transmission des actions elles-mêmes.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues ci-dessus pour l'autorisation d'une cession d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, al. 1er du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions, en vue de réduire son capital.

Les notifications des demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues dans le cadre de la procédure d'agrément sont toutes faites par acte extrajudiciaire ou, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage. En cas de démembrement de la propriété d'une action, il appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports ; aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social. En cas, soit d'échanges de titres consécutifs à une opération de fusion ou de scission, de réduction de capital, de regroupement ou de division, soit de distributions de titres imputées sur les réserves ou liées à une réduction de capital, soit de distributions ou attributions d'actions gratuites, le conseil d'administration pourra vendre les titres dont les ayants droit n'ont pas demandé la délivrance selon des modalités fixées par la réglementation en vigueur.

Le cas échéant et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que toutes les actions de même catégorie alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 16 - ACTIONS A DIVIDENDE PRIORITAIRE SANS DROIT DE VOTE

Sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, il peut être créé, par augmentation du capital ou par conversion d'actions ordinaires déjà émises, des actions à dividende prioritaire sans droit de vote qui sont elles-mêmes convertibles en actions ordinaires, le tout dans les conditions et limites prévues par les dispositions en vigueur. La société a toujours la faculté d'exiger par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, le rachat, soit de la totalité de ses propres actions à dividende prioritaire sans droit de vote soit de certaines catégories d'entre elles, conformément à la loi.

ARTICLE 17 - EMISSION D'AUTRES VALEURS MOBILIERES

La création d'obligations est décidée par l'assemblée générale ordinaire.

L'émission d'obligations convertibles en actions, d'obligations avec bons de souscription d'actions et, d'une manière générale, de valeurs mobilières donnant droit, dans les conditions prévues par la loi, à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, est de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 18 - CONSEIL D'ADMINISTRATION - COMPOSITION

La société est administrée par un conseil de trois membres au moins et de douze au plus ; toutefois, en cas de fusion, ce nombre de douze personnes pourra être dépassé dans les conditions fixées par la loi.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire qui peut les révoquer à tout moment. En cas de fusion ou de scission, leur nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire. Les personnes morales nommées administrateurs sont tenues de désigner un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était administrateur en son nom propre.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. La condition d'ancienneté du contrat de travail n'est pas requise lorsque, au jour de la nomination, la société est constituée depuis moins de deux ans. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Le nombre d'actions dont chaque administrateur est tenu d'être propriétaire conformément aux prescriptions légales est fixé à 1.

ARTICLE 19 - DUREE DES FONCTIONS - LIMITE D'AGE

La durée des fonctions des administrateurs est de 6 années expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Tout administrateur sortant est rééligible.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

ARTICLE 20 - VACANCES - COOPTATIONS - RATIFICATIONS

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Si le nombre d'administrateurs devient inférieur à trois, le ou les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil. Les nominations provisoires effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre demeure en fonction pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 21 - PRESIDENCE ET SECRETARIAT DU CONSEIL

Le conseil élit parmi ses membres un président, qui est obligatoirement une personne physique, pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le conseil d'administration peut à tout moment mettre fin à son mandat. Le président du conseil ne doit pas avoir atteint l'âge de 65 ans. Lorsqu'il a atteint cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

S'il le juge utile, le conseil peut nommer un ou plusieurs vice-présidents dont les fonctions consistent exclusivement, en l'absence du président, à présider les séances du conseil ou les assemblées. En l'absence du président et des vice-présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera sa réunion.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 22 - DELIBERATION DU CONSEIL - PROCES-VERBAUX

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il est convoqué par le président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil d'administration peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, le convoquer s'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois ; hors ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le président et peut n'être fixé qu'au moment de la réunion. Les réunions doivent se tenir au siège social. Elles peuvent toutefois se tenir en tout autre lieu indiqué dans la convocation, mais du consentement de la moitié au moins des administrateurs en exercice.

La présence effective de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur présent ou représenté disposant d'une voix et chaque administrateur présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante. Si le conseil est composé de moins de cinq membres et que deux administrateurs seulement assistent à la séance, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis et signés sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

ARTICLE 23 - POUVOIRS DU CONSEIL

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société ; il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires. Même si ses actes ne relèvent pas de l'objet social, la société est engagée, si elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toutes décisions qui limiteraient les pouvoirs du conseil d'administration seraient inopposables aux tiers.

ARTICLE 24 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires ainsi qu'au conseil d'administration. Il engage la société même par ses actes ne relevant pas de l'objet social, à moins que la société ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers auxquels toutes décisions limitant ses pouvoirs sont inopposables.

Il peut être autorisé par le conseil d'administration à consentir les cautions, avals et garanties donnés par la société dans les conditions et limites fixées par la réglementation en vigueur.

Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux dans les conditions prévues par la loi. La limite d'âge fixée pour les fonctions de président s'applique aussi aux directeurs généraux.

Le ou les directeurs généraux peuvent être choisis parmi les membres du conseil ou en dehors d'eux. Ils sont révocables à tout moment par le conseil sur proposition du président. En cas de décès, de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président. Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat. En accord avec le président, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux. Les directeurs généraux disposent à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président. Le conseil fixe le montant et les modalités de la rémunération du président et du ou des directeurs généraux.

ARTICLE 25 - SIGNATURE SOCIALE

Les actes concernant la société, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur tous banquiers, débiteurs et dépositaires, et les souscriptions, endos, acceptations, avals ou acquits d'effets de commerce sont signés, soit par l'une des personnes investies de la direction générale, soit encore par tous fondés de pouvoirs habilités à cet effet. Les actes décidés par le conseil peuvent être également signés par un mandataire spécial du conseil.

ARTICLE 26 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation et demeure maintenu jusqu'à décision contraire. Le conseil d'administration répartit librement entre ses membres la somme globale allouée aux administrateurs sous forme de jetons de présence.

ARTICLE 27 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR

Toute convention intervenant entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux doit être soumise à la procédure d'autorisation, de vérification et d'approbation prévue par la loi. Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou directeur général est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée. Sont également soumises à cette procédure les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux

est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux directeurs généraux et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 28 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont désignés et exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi. Les commissaires ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur. En dehors des missions spéciales que leur confère la loi, les commissaires aux comptes procèdent à la certification des comptes annuels telle qu'elle est prévue par la loi. Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

Les commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et en même temps que les intéressés, à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé, ainsi qu'à toutes assemblées d'actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués de la même manière à toute autre réunion du conseil.

ARTICLE 29 - EXPERTISE JUDICIAIRE

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES - NATURE DES ASSEMBLEES

Les assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou d'assemblées spéciales. Les assemblées extraordinaires sont celles appelées à délibérer sur toutes modifications des statuts. Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie. Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires.

ARTICLE 31 - ORGANE DE CONVOCATION - LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le conseil d'administration. A défaut, elles peuvent l'être par les personnes désignées par la loi, notamment par le ou les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins le dixième du capital social ou, s'agissant d'une assemblée spéciale, le dixième des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

ARTICLE 32 - FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION

Les assemblées sont convoquées par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social. Cette insertion peut être remplacée par une convocation faite aux frais de la société par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire.

Les titulaires d'actions depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, si ce mode est utilisé, sont convoqués par lettre ordinaire ; ils peuvent demander à recevoir cette convocation par lettre recommandée, s'ils adressent à la société le montant des frais de recommandation.

Les mêmes droits appartiennent à tous les copropriétaires d'actions indivises inscrits à ce titre dans le délai prévu à l'alinéa précédent. En cas de démembrement de la propriété de l'action, ils appartiennent au titulaire du droit de vote.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer régulièrement, faute du quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci. Il en est de même pour la convocation d'une assemblée prorogée conformément à la loi.

Le délai entre la date, soit de l'insertion contenant l'avis de convocation soit de l'envoi des lettres et la date de l'assemblée est au moins de quinze jours sur première convocation et de six jours sur convocation suivante.

ARTICLE 33 - ORDRE DU JOUR DES ASSEMBLEES

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation ou par l'ordonnance judiciaire désignant le mandataire chargé de la convoquer. Un ou plusieurs actionnaires représentant la quotité du capital fixée par les dispositions légales et réglementaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Celle-ci ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 34 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

En cas de démembrement de la propriété de l'action, seul le titulaire du droit de vote peut participer ou se faire représenter à l'assemblée. Les propriétaires d'actions indivises sont représentés comme il est dit à l'article 14.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

ARTICLE 35 - REPRESENTATION DES ACTIONNAIRES - VOTE PAR CORRESPONDANCE

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint. Le mandat est donné pour une seule assemblée ; il peut l'être pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de quinze jours. Il vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire conforme aux prescriptions réglementaires et dont il n'est tenu compte que s'il est reçu par la société trois jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration.

La société est tenue de joindre à toute formule de procuration et de vote par correspondance qu'elle adresse aux actionnaires les renseignements prévus par les dispositions réglementaires.

ARTICLE 36 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou en son absence par un vice-président ou par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de président. A défaut elle élit elle-même son président. En cas de convocation par les commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les deux membres de l'assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

A chaque assemblée, est tenue une feuille de présence dont les mentions sont déterminées par la réglementation en vigueur. Elle est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et certifiée exacte par les membres du bureau. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Le bureau assure le fonctionnement de l'assemblée, mais ses décisions peuvent, à la demande de tout membre de l'assemblée, être soumises au vote souverain de l'assemblée elle-même.

ARTICLE 37 - VOTE

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

La société ne peut valablement voter avec des actions achetées par elle. Sont en outre privées du droit de vote, notamment : les actions non libérées des versements exigibles, les actions des souscripteurs éventuels dans les assemblées appelées à statuer sur la suppression du droit préférentiel de souscription et les actions de l'intéressé dans la procédure prévue à l'article 27.

ARTICLE 38 - EFFETS DES DELIBERATIONS

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents, dissidents ou incapables. Toutefois, dans le cas où des décisions de l'assemblée générale portent atteinte aux droits d'une catégorie d'actions, ces décisions ne deviennent définitives qu'après leur ratification par une assemblée spéciale des actionnaires dont les droits sont modifiés.

ARTICLE 39 - PROCES-VERBAUX

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis dans les conditions prévues par les règlements en vigueur. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de président ou un administrateur exerçant les fonctions de directeur général. Ils peuvent être également certifiés par le secrétaire de l'assemblée. En cas de liquidation de la société, ils sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

ARTICLE 40 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice ; ce délai peut être prolongé à la demande du conseil d'administration par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête.

ARTICLE 41 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 42 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES EXTRAORDINAIRES

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf à l'occasion d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou pour la négociation de "rompus" en cas d'opérations telles que les augmentations ou réductions de capital. Elle ne peut non plus changer la nationalité de la société, sauf si le pays d'accueil a conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, et conservant à la société sa personnalité juridique.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le conseil d'administration.

ARTICLE 43 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

Sous réserve des dérogations prévues pour certaines augmentations du capital et pour les transformations, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

Lorsque l'assemblée délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les quorum et majorité ne sont calculés qu'après déduction des actions de l'apporteur ou du bénéficiaire qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes ni comme mandataires.

ARTICLE 44 - ASSEMBLEES SPECIALES

Les assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins sur première convocation la moitié et sur deuxième convocation le quart des actions ayant le droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Ces assemblées statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 45 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES - QUESTIONS ECRITES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

A compter du jour où il peut exercer son droit de communication préalable à toute assemblée générale, chaque actionnaire a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le conseil d'administration sera tenu de répondre au cours de la réunion.

ARTICLE 46 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 47 - COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration établit les comptes annuels prévus par la loi, au vu de l'inventaire qu'il a dressé des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il établit

également un rapport de gestion dont le contenu est défini par la loi. Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions déterminées par les dispositions réglementaires, et présentés à l'assemblée annuelle par le conseil d'administration.

Les comptes annuels doivent être établis chaque année selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées dans les conditions prévues par la loi.

Si la société remplit les conditions fixées par la loi, des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe sont également établis à la diligence du conseil d'administration.

ARTICLE 48 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

L'assemblée a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution une option entre le paiement, en numéraire ou en actions, des dividendes ou des acomptes sur dividende.

ARTICLE 49 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du conseil d'administration.

ARTICLE 50 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les formalités prévues par les dispositions en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le conseil d'administration doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 51 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le conseil d'administration est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'assemblée est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'assemblée extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 52 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par la loi. En particulier, lorsqu'elle ne comprend qu'un actionnaire, la dissolution entraîne, dans les conditions légales, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

La dissolution met fin aux mandats des administrateurs sauf, à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le conseil d'administration doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les actionnaires chaque année en assemblée ordinaire dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils réunissent en outre les actionnaires en assemblées ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les actionnaires peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

ARTICLE 53 - FUSION - SCISSION - APPORT PARTIEL D'ACTIF

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut accepter la transmission de patrimoine effectuée à la société par une ou plusieurs autres sociétés à titre de fusion ou de scission. Elle peut pareillement, transmettre son patrimoine par voie de fusion ou de scission ; cette possibilité lui est ouverte même au cours de sa liquidation, à condition que la répartition de ses actifs entre les actionnaires n'ait pas fait l'objet d'un début d'exécution.

De même, la société peut apporter une partie de son actif à une autre société ou bénéficier de l'apport d'une partie de l'actif d'une autre société.

ARTICLE 54 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente.